

«Au final l'animal vient toujours en deuxième»

Le philosophe animalier remet en question la garde des animaux agricoles et exige qu'ils aient plus de droits.

Interview: Beat Grossrieder; Photo: Christian Pfister



«Il s'agit de notre rapport à la vie»: Le philosophe animalier Markus Wild avec Titus dans un parc pour les chiens.

Monsieur Wild, vous défendez la conception que les animaux ont une conscience et des intérêts propres. Jusqu'à quel point cela devrait-il influencer la production animale dans l'agriculture?

Il y a une perspective de l'intérieur et une de l'extérieur. Si je me trouve en tant qu'agricultrice ou agriculteur dans le monde intérieur, je me dis: Okay, la production animale existe, mais nous avons de bonnes raisons pour l'améliorer mas-

sivement. Cela signifie par exemple que certaines races ne doivent plus être utilisées. Par exemple la sélection de nombreuses poules hybrides fait que 90 pour cent d'entre elles présentent des fractures osseuses douloureuses. De nombreux animaux n'ont pas ou trop peu d'accès au plein air. L'agriculture biologique est un peu meilleure sur ce point.

À quoi ressemble la perspective extérieure? Si on ne parle plus de bien-être animal

mais de droits des animaux, il se pose la question fondamentale de savoir si on peut avoir des animaux. Si on leur accorde des droits, comme ceux de la vie et de l'intégrité, une telle pratique n'est plus possible.

Le droit des animaux pose des questions de fond, mais la loi sur la protection des animaux veut garantir une mesure de bien-être et stabiliser le système. Quel doit être ici le rôle de l'agriculture bio? La loi sur la protection des animaux a été

acceptée par le peuple en 1978. Il y avait alors une opposition venant même de cercles des protecteurs engagés car on craignait que la loi légitime à long terme l'utilisation des animaux. On disait que cette loi portait en fait sur l'utilisation des animaux. Nous avons une utilisation réglée par la loi qui empêche le pire avec des normes minimales. Le bio a un rôle précurseur dans ce système. Mais ce n'est qu'une vue de l'intérieur; de l'extérieur le bien-être et le droit des animaux sont en conflit permanent.

Quelles seraient les alternatives à la production animale, justement en Suisse avec son agriculture très herbagère qui nourrit la production végétale avec des engrais organiques?

L'idée que la Suisse a une agriculture herbagère est presque une idéologie. Si on regarde dans l'histoire, ça n'a pas toujours été le cas. Par exemple, il y avait des cultures le long de tout le pied nord du Jura. Il y a aussi des régions très pentues où les animaux sont pertinents pour les entretenir. Ça ne justifierait cependant que quelques bovins, moutons et chèvres, mais pas des poules ni des cochons. Sans ces deux espèces je pourrais mieux approuver l'agriculture herbagère. Et les terres cultivées peuvent aussi être fertilisées avec des produits végétaux.

Si nous renoncions à la production animale, nous devrions repenser complètement notre rapport avec les animaux. Quels seraient alors les rôles des humains et des animaux?

Il faudrait une autre vision pour notre société. Il y a aussi d'autres voies, comme le montre par exemple la votation sur les «droits fondamentaux des primates»: En 2022, une initiative voulait que la constitution garantisse à tous les singes le droit à la vie et à l'intégrité. L'intervention a été refusée, mais le Tribunal fédéral avait trouvé que ce désir était juridiquement conforme. Il est donc faux de dire qu'il ne peut pas y avoir de droits de base pour les animaux. Il ne manque «que» la volonté politique. En allant plus loin nous de-

vrions nous demander à quoi ressemblerait une agriculture en très grande partie végétale.

Et à quoi cette agriculture ressemblerait-elle?

Il faudrait tout repenser au lieu d'obtenir à une vitesse d'escargot de petites améliorations pour le bien-être animal. L'élevage ne serait pas totalement supprimé, nous aurions encore un peu d'élevage au pâturage, mais il ne serait pas fixé sur le lait et la viande. On pourrait imaginer des réserves avec des bovins Highland pour entretenir le paysage. Quant aux moutons, on pourrait imaginer les utiliser pour un entretien écologique des herbages, par exemple pour les talus de chemin de fer. Des petits groupes d'animaux agricoles qui auraient droit à un âge digne seraient imaginables comme parties de la société. Ce sont certes des réflexions utopiques, mais il en faut de nouveau d'urgence parce que nous n'avons actuellement pas de vision au sujet d'où nous voulons conduire notre société. Nous avons besoin d'approches radicales pour stopper la destruction de la nature.

L'agriculture biologique a certaines visions. Bio Suisse va ainsi interdire depuis 2026 de tuer les poussins mâles juste éclos. Une pratique considérée comme normale pendant des décennies.

L'abattage des poussins reflète notre attitude de base envers la vie. Si nous jugeons que quelque chose de vivant n'est qu'un déchet, nous devrions réviser nos valeurs. Il est aussi dans la logique de notre loi sur la protection des animaux qu'en tuer ne cause pas de dommage et donc pas de problèmes. Pour les essais sur des animaux, on mesure des niveaux de souffrance qui vont de un à trois. Mais tuer un animal correspond toujours au zéro.

Vous parlez de souffrance. Il y a des fermes bio qui pratiquent l'abattage à la ferme pour éviter du stress aux animaux. Si on dit que c'est okay de tuer des animaux pour nos besoins, il vaut mieux leur éviter du stress. Même si nous aurions des

alternatives. Soyons francs, nous ne déprimerions pas si nous ne mangions plus de viande. Tout ce qui diminue le stress est bien, mais j'ai aussi un mauvais sentiment à l'égard de l'abattage à la ferme car parfois on l'encense et ça calme notre conscience.

Pour terminer: Est-ce qu'une «bonne» production animale bio peut être rentable?

Bien, les pôles «bien-être animal» et «rentabilité» produisent aujourd'hui un paradoxe qu'on ne peut à mon avis pas résoudre. L'agriculture biologique doit elle aussi fonctionner: Si elle doit être rentable, quelqu'un doit payer. Et ce ne seront pas les consommateurs, ils ne veulent pas payer des prix plus élevés. Et pas non plus les producteurs, car ils ne travaillent pas seulement pour la beauté de la chose. Et pas non plus l'État, car il définit d'autres priorités. Cela veut dire que l'animal vient toujours en deuxième. Une variante serait de définir la consommation de produits animaux comme un luxe. Nous devrions être prêts à investir beaucoup d'argent par exemple pour assumer des parrainages d'animaux. Nous n'aurions alors plus une pensée entrepreneuriale mais une qui tienne compte de l'animal. En sachant qu'on finit par l'abattre.

À propos de la personne



Markus Wild (né en 1971) a étudié la philosophie à Bâle et passé sa thèse en 2004.

Après l'habilitation à Berlin il a enseigné à l'Université de Fribourg et été membre de la Commission fédérale d'éthique (2012–2019). Depuis 2013 il est à l'Université de Bâle professeur de philosophie théorique spécialisée en philosophie animalière. Il a été de 2016 à 2024 membre du Conseil de recherche du Fonds national suisse.